

Le Premier ministre donne des éclaircissements sur la situation économique et financière du pays

Sur invitation du Chef de l'Etat, le Premier ministre, Monsieur Sidi Mohamed Ould Boubacar a donné des éclaircissements sur la situation économique et financière du pays.

Voici l'intervention du Premier ministre:

"Merci Monsieur le Président Je tiens d'abord à préciser que nous disposerons, sous peu, de rapports détaillés sur la situation; rapports qui seront mis à la disposition des partenaires et de l'opinion publique. Il n'y a plus de tabous dans le contexte démocratique actuel. Tous les citoyens et tous les acteurs ont le droit d'accéder à toutes les informations relatives à la gestion des ressources publiques.

Sur ce, je vous livre, succinctement, quelques informations, notamment des chiffres édifiants: le déficit budgétaire au 30 juin 2005 se chiffrait à 33,7 milliards d'ouguiya ce qui dépasse, de loin, les chiffres prévus et convenus avec le FMI. Sur cette lancée, et compte tenu de la dérive en matière de gestion, le déficit, d'ici au 31 décembre prochain, aurait atteint plus de 72 milliards d'ouguiya, soit 14,7% du PIB.

Cela en dit long sur l'absence d'une discipline budgétaire et la

mauvaise gestion macro-économique.

Absence d'une discipline budgétaire et mauvaise gestion macro-économique

La situation des établissements publics n'est guère plus reluisante. Elle est dominée par les déséquilibres graves et un niveau très élevé d'endettement, en plus de la désuétude des moyens de production dont le renouvellement n'a point été pris en considération.

La dette de la SOMELEC se

chiffre à 2 milliards 600 millions



d'ouguiya et ses équipements sont largement amortis.

Celle de la SNDE s'élève à plus de 2 milliards d'ouguiya et la dette de la SONIMEX dépasse 5 milliards d'ouguiya.

Par rapport à cette situation, le gouvernement a pris des dispositions parmi lesquelles :

- un projet de loi de finances rectificative;

- l'amélioration de la gestion en mettant un terme à toutes les dépenses extrabudgétaires et en exigeant la soumission de toutes les dépenses à la loi de la concurrence.

En plus de cela, des mesures ont été prises en matière de lutte contre la corruption et pour assurer la transparence et l'équité dans le domaine fiscal.

Si l'opinion publique est informée de tout, y compris des abus et malversations de toutes sortes, cela ne peut que contribuer à réduire les pratiques malsaines.

Evidemment, cette gestion chaotique a eu des répercussions

fâcheuses sur les relations avec les institutions financières internationales: le FMI, la Banque Mondiale et la BAD.

Elle nous a aussi privé des aides de ces donateurs. Le bocage dans nos relations avec les institutions financières a failli compromettre les chances de notre pays de profiter de la décision du G8, relative à l'annulation des dettes de certains pays vis-à-vis des institutions financières. Le montant de l'annulation de la dette de notre pays est estimé à 831 millions de dollars.

Face à cette situation, le gouvernement a opté pour la transparence totale vis-à-vis des citoyens et des partenaires.

Cette option a certes surpris mais elle est sûrement plus payante que la politique de l'autriche.

Les perspectives, en dépit des difficultés, demeurent toutefois prometteuses et le gouvernement, conformément aux instructions du Conseil Militaire pour la Justice

et la Démocratie, a opté pour la transparence ce qui s'est traduit par notre adhésion à l'initiative de transparence dans la gestion des industries extractives.

Nous pensons que notre pays a d'importantes ressources notamment les mines, la pêche, le pétrole. Si ces ressources, sont bien gérées au profit de la nation, elles permettront le développement du pays, l'amélioration de sa situation et le relèvement du niveau de vie de ses citoyens.

Eu égard aux mesures préconisées, nous sommes déjà confiants quant au succès de cette nouvelle politique. ■

Répercussions fâcheuses sur les relations avec les institutions financières internationales